



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017. P.16

L'information des campus et des centres de recherche pour le monde, L'information du monde pour les campus et les centres de recherche



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°136 du samedi 03 septembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Jobs Campus. P.10

Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar :

La 45e session ordinaire se tient à Ouagadougou P.2

Région du Centre

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Les experts des pays membres de l'EISMV.

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



La suite de la page 1.

La 45^e session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires (EISMV) de Dakar a débuté le vendredi 02 septembre 2016 à Ouagadougou, par les travaux des experts. Pendant deux jours, les participants venus des 15 pays membres, vont à l'issue des travaux prendre de grandes orientations et décisions dans le but de contrer les difficultés qui se posent à cette prestigieuse Ecole. Les experts vont également se pencher sur la programmation budgétaire de l'année 2017.

Créée en 1974, l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires (EISMV) à une double vocation, à savoir celle d'enseignement et de recherche.

Pour le bon fonctionnement de cette école, se tient chaque année, une session ordinaire. Selon Monsieur Victor MAMONEKENE, Président du comité des experts à cette 45^{ème} session, ses collègues et lui ont la tâche de faire un diagnostic du budget de l'année précédente ainsi que des



Les experts présents à la 45e rencontre.

vont également proposer de nouveaux textes qui seront soumis au conseil des ministres des Etats membres de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires, prévu pour se tenir le 5 septembre 2016 à Ouagadougou.

chargé de la Recherche Scientifique, représentant le ministre Filga Michel SAWADOGO, qui a procédé à l'ouverture des travaux des experts.

A en croire le représentant du ministre, l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar a depuis sa création su former des cadres vétérinaires, zootechniciens pour les fonctions publiques des pays membres.

Monsieur Tanga Pierre ZOUNGRANA a par ailleurs invité les experts, à approfondir la réflexion pour proposer des solutions qui permettront d'adopter un modèle de financement en phase avec les nouvelles ambitions de cette école.

L'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires : une ambition régionale pour le développement

L'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar, a pour mission de contribuer à travers ses activités de recherche-développement



Monsieur Tanga Pierre Zougrana, représentant le ministre.



Monsieur Victor Mamonekene, Président du comité des experts.

sujets portant sur la vie de l'EISMV. Au cours des travaux, les participants

C'est Monsieur Tanga Pierre ZOUNGRANA, secrétaire d'Etat

La suite à la page 3.



Société

la suite de la page 2

et ses expertises, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et au développement économique.

Selon Monsieur Victor MAMONEKENE, Président du comité des experts, l'EIESMV, a déjà engrangé des acquis. Pour ce faire, ces acquis doivent être consolidés pour faire de cette Ecole, un Pôle d'Excellence en matière de formation, de recherche et d'ingénierie en Médecine Vétérinaire et Productions animales pour l'Afrique.

Cette école, dispense un enseignement supérieur vétérinaire répondant au

profil du vétérinaire en Afrique. A en croire Monsieur Yalacé KABORET, directeur de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar, l'économie et la gestion des productions animales, la chirurgie et la pharmacie des animaux domestiques, la zootechnie sont entre autres modules dispensés.

L'EISMV dispose d'un corps enseignant africain de très haut niveau scientifique selon son directeur. Elle compte à ce jour vingt et un (21) enseignants dont dix (10) agrégés. Depuis sa création, l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires

a formé neuf cent quatre-vingt-six (986) docteurs vétérinaires.

L'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires compte quinze (15) pays membres. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la République Centrafricaine, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Rwanda, du Sénégal, du Tchad et du Togo.

M'pempé Bernard HIEN pour SCI

mpmpeb12@gmail.com

12e congrès ordinaire de la Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina :

La promotion du travail décent au menu des réflexions

Région du Centre

C'est ce Jeudi 1^{er} Septembre 2016 qu'a débuté à Ouagadougou, le 12^e Congrès ordinaire de la Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina (CNTB). Pendant deux jours, les premiers responsables de la CNTB ainsi que les congressistes venus de l'intérieur et de l'extérieur du pays, entendent faire le bilan des différentes activités et décliner une nouvelle vision pour faire face aux défis du monde du travail.

Le monde du travail au Burkina Faso est marqué par des crises à répétition, caractérisées par la violation des droits des travailleurs, la précarité de l'emploi, la faiblesse des revenus et l'absence de protection sociale. C'est sous contexte que la Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina tient le présent congrès à en croire son Secrétaire Général Blaise Augustin HIEN.



La Confédération des travailleurs du Niger remettant un cadeaux au Secrétaire Général de la CNTB.

Pour apporter une réponse des travailleurs, c'est sous le thème « Construire une CNTB

La suite à la page 4.



La suite de la page 3.



Les congressistes avec le Ministre de la Fonction Publique, Monsieur Clément P. Sawadogo en tenue traditionnelle au milieu.

forte pour la défense des droits et la promotion du travail décent », que se tient ce 12^{ème} congrès ordinaire. Les réflexions autour de ce thème devront permettre de concevoir un véritable plan stratégique pour le développement de la CNTB, afin qu'elle s'adapte au contexte du moment.

Blaise Augustin HIEN, a saisi l'occasion pour inviter le Gouvernement à respecter les engagements pris avec les organisations syndicales. « *De toute façon, nous resterons en veille contre toute tentative de violation des droits, toutes formes d'injustices à l'endroit des travailleurs* » a précisé le Secrétaire Général de la Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina.

Clément Pengdwendé SAWADOGO, Ministre de la Fonction Publique du Travail et de la Protection Sociale,

invité à ce congrès a félicité la CNTB pour cette démarche. Au nom du Gouvernement, le ministre a remercié l'ensemble du mouvement syndical pour sa remarquable contribution à la bonification du dialogue social, favorisant un climat social apaisé.

Aux préoccupations des travailleurs, Clément Pengdwendé SAWADOGO, dit être disponible pour rechercher au quotidien des solutions idoines et ce, au moyen du dialogue fécond et de la concertation permanente.

La solidarité inter- syndicale a tenu ses promesses

A ce 12^e congrès ordinaire, la Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina a bénéficié du soutien des structures syndicales venues des pays voisins et du reste du monde entier.

Il s'agit des Confédérations Nationales

des travailleurs de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Niger, du Sénégal. A ces structures des pays africains, il convient de souligner la présence de la Fédération CSC de Liège de Belgique.

Tour à tour les représentants des différents syndicats ont invité la Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina à rester unie pour le bien-être de ses membres. Pour le responsable de la Confédération Nationale des Travailleurs du Niger, les travailleurs sont confrontés à d'énormes défis. Pour relever ces défis, tous les syndicats d'ici et d'ailleurs doivent conjuguer les efforts.

M'pempé Bernard HIEN pour SCI



Sport pour tous :

2e édition des "8 kils du chef de canton de Dédougou"

Région de la Boucle du Mouhoun

Après la première édition tenue en juillet 2015, la seconde édition des "8 kilomètres du chef de canton de Dédougou" a eu lieu ce 27 août 2016. Deuxième du genre, la compétition s'est déroulée en présence de hautes personnalités de la région. Ainsi on a enregistré la présence du haut-commissaire de la province du Mouhoun représentant le Gouverneur, des autorités administratives, coutumières, religieuses et une foule immense venue soutenir les athlètes du jour et témoigner leur gratitude au promoteur, le chef de canton Sa Majesté DAYO LOMBO Albert.

Cette compétition à pied dénommée "les 8 kils du chef de canton" a pour but de promouvoir la pratique du sport pour tous et de raffermir d'avantage les relations d'amitié, de fraternité et de cohésion entre les citoyens de la cité de BANKUY. Aussi après un succès éclatant de la première édition et dans un élan de recherche de la



De gauche à droite, le commandant de groupement gendarmerie, le Chef de bataillon, l'adjoint au maire, le maire de Dédougou et le Chef de Canton.

PAIX entre citoyens d'une même cité, il était de bon ton de créer ce cadre de rencontre, d'échange pour permettre aux uns et aux autres de fraterniser.

La compétition a réuni cent dix (110)

athlètes dont quatre-vingt-dix-huit (98) garçons. Le top départ du jeu a été donné par le promoteur, le chef de canton Sa Majesté DAYO LOMBO Albert.

Le premier des garçons et la première des filles en ont tous reçu une somme de vingt mille (20.000) FCFA, plus un trophée. Pour la première des filles KONDE Bertille cette compétition est à saluer et elle invite les filles de Dédougou à y prendre part massivement la saison prochaine. Le trophée pour le premier des garçons a été remporté par BASSOLE julien née en 1996. Le parrain TIBI Sékou de SOTIZEF a encouragé les athlètes et toute l'assistance pour cette initiative, moteur de communication, de cohabitation et de collaboration pour la paix.



Le Chef de Canton remettant à la première des filles son prix.

Dédougou Blaise SAMA pour SCI



Compte rendu du conseil des ministres du jeudi 01 septembre 2016

Région du Centre

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le jeudi 1^{er} septembre 2016, en séance ordinaire, de 10 H 00 mn à 13 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté trois (03) rapports.

Le **premier** est relatif aux résultats de l'appel d'offres international pour les travaux de construction d'une aire de repos à Zorgho et d'un Centre de transfusion sanguine équipé à Tenkodogo.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution des marchés aux entreprises suivantes :

Lot 1 : Groupement SORUBAT/TSR-GTI pour l'aménagement des voiries, la construction des infrastructures, la réalisation des travaux d'Adduction d'Eau Potable (AEP), la construction

d'un réseau d'assainissement et l'électrification de l'aire de repos, pour un montant de **deux milliards cinq cent soixante-neuf millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept (2 569 485 597) francs CFA TTC** avec un délai d'exécution de dix (10) mois y compris la saison pluvieuse.

Lot 2 : EKS pour l'exécution des travaux de terrassement, la construction des infrastructures et des superstructures, la mise en œuvre de la charpente et de la couverture, la mise en œuvre de la menuiserie métallique et du bois, la réalisation des travaux d'électrification ainsi que la mise en œuvre de peintures et des travaux d'étanchéité, pour un montant de **deux cent quatre-vingt-deux millions deux cent quatre-vingt-treize mille huit cent cinquante-quatre (282 293 854) francs CFA TTC** avec un délai d'exécution de cinq (05) mois y compris la saison pluvieuse.

Le **deuxième** concerne les résultats de recrutement de prestataires d'appui à la maîtrise d'ouvrage (PAMO) pour le compte du Projet NEER-TAMBA.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution des marchés aux entreprises suivantes avec un délai d'exécution de trente-six (36) mois :

Lot 1 : Groupement ARC/Faso

Ingénierie/CINTECH, pour un montant de **cinq cent deux millions trois cent soixante-dix-neuf mille cent (502 379 100) francs CFA TTC** ;

Lot 2 : Groupement BEM Ingénieur Conseil/ERA international, pour un montant de **six cent soixante-dix-huit millions sept cent trente-six-mille (678 736 000) francs CFA TTC** ;

Lot 3 : Bureau d'étude CAFI-B SARL, pour un montant de **six cent vingt millions trente et un mille (620 031 000) francs CFA TTC**.

Le financement est assuré par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Budget de l'Etat gestion 2016, 2017 et 2018.

Le **troisième rapport** est relatif à l'utilisation des outils logiciels Oracle dans l'Administration publique.

Cette utilisation nécessite une actualisation des versions en service.

Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre les dispositions idoines pour la régularisation des licences en vue de la mise à jour des différents outils.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE

Le Conseil a adopté un rapport relatif au plan de préparation et de riposte à une éventuelle épidémie de choléra,

La suite à la page 7..



La suite de la page 6.

en 2016, au Burkina Faso.

Ce plan vise à réduire la morbidité et la mortalité dues à une éventuelle épidémie de choléra.

L'adoption de ce rapport permet à notre pays de se doter d'un plan de riposte précoce et efficace à toute éventuelle épidémie de choléra en 2016.

II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a fait au Conseil le bilan de la participation de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian **KABORE**, Président du Faso, à la 6^{ème} Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (TICAD), tenue du 27 au 28 août 2016, à Nairobi, au Kenya.

Au cours de son séjour, le Président du Faso a rencontré les investisseurs japonais ainsi que les ressortissants burkinabè résidents au Kenya.

Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a par ailleurs informé le Conseil du décès subit de Son Excellence Monsieur Amidou **TOURE**, Ministre plénipotentiaire, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso en République Fédérale démocratique d'Ethiopie et Représentant permanent auprès de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

Le Conseil présente ses condoléances les plus attristées à la famille de l'illustre disparu.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

III. NOMINATIONS

II.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

1. A. AU TITRE DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

– Madame Wendlamita Honorine **NIKIEMA, Mle 117 408 Y**, Attachée de direction, est nommée Chargée de mission ;

– Monsieur Michaël Guibougna Lawakiléa **FOLANE, Mle 113 245 F**, Ingénieur réseaux informatiques et télécoms, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur général de l'Agence nationale de promotion des TIC (ANPTIC);

– Monsieur Izaï **TOE, Mle 87 534 R**, Ingénieur informaticien, 1^{ère} classe, 6^{ème} échelon, est nommé Directeur général des technologies de l'information et de la communication ;

– Monsieur Abdoul Malick **TRAORE, Mle 037 12 N**, Informaticien, est nommé Directeur général des infrastructures de communications électroniques ;

1. B. AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME

– Monsieur Sidi **TRAORE, Mle 49 847 L**, Professeur certifié de Collège d'enseignement général, 1^{er} grade, 9^{ème} échelon, est nommé Chargé de missions ;

– Monsieur Alphonse **TOUGMA, Mle 51 174 N**, Inspecteur du trésor, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur général du Fonds de développement culturel et touristique ;

– Monsieur Golo **BARRO, Mle 26 223 F**, Conseiller des affaires culturelles, 1^{ère} classe, 10^{ème} échelon, est nommé Directeur général de la Semaine nationale de la culture (SNC) ;

– Monsieur Boukaré **DIALLO, Mle 26 786 Y**, Conservateur

des bibliothèques, 2^{ème} grade, 9^{ème} échelon, est nommé Directeur général du Livre et de la lecture publique ;

– Monsieur Ablassé **SEGDA, Mle 000 0492 C**, Ingénieur de recherche, 2^{ème} catégorie, 8^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Bazèga ;

– Monsieur Zakaria **YIOGO, Mle 216 687 F**, Conservateur restaurateur de musée, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Boulgou ;

– Monsieur Blagnima **OUATTARA, Mle 43 316 U**, Professeur, 1^{ère} classe, 9^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme de la Comoé ;

– Madame Talata Marcelline **KABORE, Mle 200 483 Z**, Administrateur des services touristiques, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommée Directrice provinciale de la Culture, des arts et du tourisme du Gourma ;

– Monsieur Jean **LOMPO, Mle 37 831 M**, Instituteur certifié, 1^{ère} classe, 7^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme de la Komandjari ;

– Monsieur Hamidou **OUEDRAOGO, Mle 216 703 W**, Technicien supérieur des services touristiques, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Koulpélgo ;

– Monsieur Yacouba **OUEDRAOGO, Mle 246 687 Y**, Technicien supérieur de cinéma, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Kourwéogo ;

– Monsieur Gombila **KOALA, Mle 74 486 V**, Technicien supérieur du cinéma et de l'audiovisuel,

La suite à la page 8.



Activités du Gouvernement

La suite de la page 7.

2^{ème} catégorie, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Lorum ;

– Monsieur Noé **BADO, Mle 94 895 H**, Instituteur certifié, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Nahouri ;

– Monsieur Bassié Joseph **BADOLO, Mle 52 698 J**, Instituteur certifié, 1^{ère} classe, 6^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Sanguié ;

– Monsieur Fousséni **MIEN, Mle 225 826 A**, Ingénieur du cinéma et de l'audiovisuel, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Séno ;

– Monsieur Rémi **BAGRE, Mle 246 678 B**, Assistant culturel, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Sourou ;

– Monsieur Valentin **LILI, Mle 200 475 L**, Conservateur restaurateur de musée, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Yatenga ;

– Monsieur Jean Jacques **DIMA, Mle 116 898 G**, Assistant des affaires culturelles, 1^{ère} classe, 1^{er} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Zondoma ;

– Monsieur Yssau **DABOUE, Mle 119 522 T**, Professeur certifié des lycées et collèges, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Culture, des arts et du tourisme du Zoundwéogo.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

1. MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Le Conseil a adopté trois (03) décrets.

Le premier porte nomination d'Administrateurs au Conseil d'administration du Centre d'évaluation et de formation professionnelle de Ouagadougou (CEFPO) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Au titre du ministère de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle :

– Monsieur Eric Roland Sidnoma **YAMEOGO, Mle ANPE-233**, Ingénieur du génie industriel ;

– Monsieur Jean Baptiste Sidbeouindin **ZOUNGRANA, Mle 23 491 H**, Conseiller pédagogique de l'enseignement secondaire.

Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement :

– Monsieur Sanitéon Julien **SOMDA, Mle 118 989 K**, Conseiller en gestion des ressources humaines.

Au titre du ministère de la Fonction publique et de la sécurité sociale :

– Monsieur Daniel **TRAORE, Mle 212 386 L**, Inspecteur du travail.

Au titre du ministère de l'Education nationale et de l'alphabétisation :

– Monsieur Constant **SAWADOGO, Mle 22 757 T**, Inspecteur de l'enseignement secondaire.

Au titre de la Chambre des métiers et de l'artisanat du Burkina Faso :

– Monsieur Sibiri Hermann **OUBDA**, Président de la section territoriale de l'Est.

Au titre du Conseil National du Patronat :

– Madame F. Philomène Sidonie **YAMEOGO/TOU**, Secrétaire générale.

Au titre des travailleurs du CEFPO :

– Monsieur Wendzoodo Mathieu Roger **LOADA, Mle 248 038 X**, Professeur certifié.

Au titre des apprenants du CEFPO :

– Monsieur Salfo **KABORE**.

Le deuxième décret nomme Monsieur Eric Roland Sidnoma **YAMEOGO, Mle ANPE-233**, Ingénieur du génie industriel, Président du Conseil d'administration du Centre d'Evaluation et de Formation Professionnelle de Ouagadougou pour un mandat de trois (03) ans.

Le troisième décret nomme Monsieur Saidou **SAVADOGO, Mle 52 168 H**, Inspecteur des impôts, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement au Conseil d'administration de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) en remplacement de Monsieur Sidiki Robert **TOE**.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement

Rémis Fulgance DANDJINOU



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Jobs Campus



Avis de recrutement

Poste : Un(e) Consultant Nationale pour la poste de Conseillère en Genre et relèvement

Lieu : Bangui, REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Date limite de candidature :05-Sep-16 (Minuit New York, États-Unis)

Catégorie supplémentaire :Développement Durable et Réduction de la Pauvreté

Type de contrat :Individual Contract

Niveau du poste :National Consultant

Langues requises :Anglais Français

Durée du contrat initial :4 mois

Durée prévue de la mission :4 mois

Historique

La problématique de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est inscrite en bonne place dans les priorités programmatiques du PNUD. Celle-ci a généré, au fil du temps, des travaux scientifiques à forte valeur ajoutée. Allant des initiatives locales de soutien aux femmes à la définition de stratégie globale en passant par l'appui à la formulation de stratégies nationales portées par les gouvernements. La prise de conscience collective des conséquences de la discrimination basée sur le genre a conduit depuis 1948 à une production de règles et principes juridiques sans précédent. Ainsi, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 Décembre 1948 aux lois nationales, l'égalité des sexes a bénéficié de plusieurs textes juridiques. Toutefois, la femme a continué à faire l'objet de toutes sortes de discrimination. Aussi, l'Assemblée Générale des Nations Unies a-t-elle décidé d'engager la Communauté

internationale dans la lutte pour la promotion de la femme, en adoptant par sa Résolution n° 34/180 du 18 Décembre 1979, la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) qui est entrée en vigueur le 3 septembre 1981. Le PNUD en ce qui le concerne s'est engagé dans l'Agenda des huit points visant à promouvoir l'égalité des sexes dans la réduction des risques et catastrophes et à soutenir les efforts dans la prévention des conflits et le relèvement.

Depuis son indépendance en août 1960, la République Centrafricaine a ratifié plusieurs résolutions et conventions favorisant la participation des femmes et leur protection. Sur cette base, elle s'est dotée d'une Politique Nationale pour la Promotion de l'Égalité et de l'Équité (PNPEE) et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre. Ceci démontre à suffisance son engagement politique ferme d'intégrer les questions d'Égalité des Sexes et d'Autonomisation des femmes dans les processus de décision, de consolidation de la paix et du développement.

En dépit des progrès réalisés, de nombreux défis restent encore à relever en matière de prise en compte de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. En effet, plusieurs études menées (profil Genre RCA, Participation des femmes au processus décisionnel, promotion de l'entrepreneuriat féminin, etc..) ont révélé que la situation des femmes reste et demeure préoccupante quand à la valorisation de leur statut et au respect des engagements pris par l'État en matière de promotion de la femme. Cette situation s'est considérablement dégradée pendant la crise qu'a connu le pays. En effet, la crise a accentué les violences faites aux femmes en raison de leur banalisation au sein de la communauté et a rendu les

femmes plus vulnérables sur le plan économique.

Les résultats des élections présidentielles et législatives organisées de décembre 2015 à juin 2016 démontrent à suffisance que les défis en matière de promotion de la participation des femmes à la prise de décision d'une manière générale et au processus électoral de manière particulière demeurent de taille. En effet, sur 140 députés élus à l'Assemblée, seulement 10 sont des femmes. Le nouveau gouvernement n'a réservé que 4 portefeuilles aux femmes. Ce qui constitue un recul considérable au regard des statistiques du gouvernement sortant de transition où 09 postes ministériels stratégiques ont été occupés par les femmes.

Depuis la mise en place du Gouvernement en mai 2016, celui-ci travaille activement à la définition d'une stratégie de relèvement et de consolidation de la paix qui sera présentée aux partenaires en novembre à Bruxelles. Le PNUD, en raison de son positionnement stratégique, apporte un appui significatif tant à l'évaluation des besoins de relèvement et de consolidation de la paix en cours qu'à l'organisation de la conférence des partenaires, soutenues par les Nations unies, la Banque mondiale et l'Union européenne. Par ailleurs, les agences du Système des Nations Unies, après la signature officielle du Cadre Stratégique Intérimaire 2016-2017, s'engagent dans la formulation d'un nouveau UNDAF sur la période 2018-2021.

La mission multidisciplinaire de réorientation programmatique déployée par le Bureau pays du 09 au 15 mai 2016, a sur la base des échanges avec les autorités nouvellement élues, recommandé une prise en compte plus stratégique des questions de genre en particulier, celles relatives à la promotion de l'égalité des

La suite à la page 11.



Jobs Campus

La suite de la page 10.

sexes et de l'autonomisation des femmes. Au regard de tout ce qui précède, le PNUD en tant qu'agence œuvrant dans le domaine de la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes devra se positionner et appuyer efficacement le gouvernement.

Pour répondre de manière efficace à cette sollicitation, selon son mandat et ses avantages comparatifs, le PNUD envisage de recruter un/une Spécialiste Genre et relèvement pour une période de 6 mois.

Devoirs et responsabilités

Sous l'autorité du Directeur Pays et la supervision directe du Spécialiste du Programme, le/la spécialiste travaillera en étroite relation avec le point focal Genre du bureau PNUD, les équipes de projet du PNUD, ONU Femmes, UNFPA, la section Genre de la MINUSCA et les autres partenaires travaillant dans le domaine de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et accomplira les tâches suivantes :

Tâches à accomplir :

- un appui technique et substantif dans la contribution technique dans chaque groupe ;
 - Partager avec les autres experts les outils de prise en compte de la dimension genre au niveau stratégique ;
 - Conseiller l'équipe technique sur la prise en compte du genre y compris dans la formulation des projets et proposition budgétaires y afférente ;
 - Elaborer des notes techniques et fournir des orientations aux experts gouvernementaux et internationaux pour une prise en compte effective de la dimension genre ;
 - Partager de bonnes pratiques de prise en compte du genre dans la planification au niveau stratégique ;
- Contribuer en collaboration avec

les équipes genre de la MINUSCA et ONU-Femmes à la préparation technique de la contribution de l'ensemble du SNU au soutien du gouvernement pour la préparation de la table ronde des bailleurs

Livrables :

Le/la Spécialiste devra fournir les éléments suivants :

- Des outils d'intégration de la dimension genre au niveau stratégique disponibles et partagés avec tous les acteurs ;
- L'appui conseil nécessaire pour la prise en compte de la dimension genre dans la formulation des programmes et projets est fourni ;
- Appui technique à la mise en œuvre des activités programmatiques relatives au genre ;
- Une note technique sur la prise en compte de la dimension genre est produite et mise à la disposition des experts gouvernementaux et internationaux ;
- Une note stratégique d'intégration du genre dans les documents de mobilisation de ressources est élaborée et mis à la disposition des experts techniques ;
- La formulation de la stratégie genre est appuyée ;
- La formation des staffs sur les questions de promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est assurée ;
- La mise en œuvre du plan d'action du GFT dans le cadre du processus de certification Gender Equality Seal est appuyée.

Compétences

Valeurs intrinsèques:

- Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales de l'ONU ;

• Favoriser la vision, la mission, et les buts stratégiques du PNUD ;

• Démontrer sa capacité d'exercer dans un environnement ne tenant pas compte de la différence culturelle, de genre, de religion, de race, de nationalité et de sensibilité ;

• Démontrer la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe et un esprit d'initiative développé.

Compétences fonctionnelles:

• Favoriser la gestion de la connaissance d'apprentissage dans le bureau par sa propre conduite et son comportement ;

• Aptitude à continuer à renforcer ses capacités et à assurer son développement personnel dans un ou plusieurs domaines de pratiques ;

• Capacité de mener la planification, la gestion des résultats et l'élaboration de rapports ;

• Capacité à travailler sous pression et à gérer des deadlines ;

• Excellentes capacités en communication interpersonnelle et en négociation ;

• Bonne capacité rédactionnelle en français avec un niveau de connaissance de l'anglais acceptable ;

• Aisance dans la communication écrite et orale ;

• Aptitude à établir des bonnes relations avec les partenaires et à produire des réponses rapides et adéquates.

Qualifications et expériences requises

Education :

• Diplôme de niveaux BAC+5 en Sociologie, Science Economique et sociale, en Criminologie, Sciences Sociales ou Administration, ou tout

La suite à la page 12.



Jobs Campus

La suite de la page 11.
autre domaine équivalent.

Expérience :

- Expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le domaine du Genre et du relèvement ;
- Connaissance approfondie des thématiques du Genre ;
- Expérience dans des contextes post-conflits et de fragilité ;
- Une expérience avérée dans l'élaboration de documents stratégiques en matière de genre et dans la formulation de documents de projets dans le domaine serait un atout ;
- Une maîtrise des outils d'analyse, de planification et d'évaluation en matière de genre ;
- Une connaissance de la politique du PNUD en matière de genre serait un atout.

Langue :

- Excellente connaissance de la

langue française, avec une capacité confirmée de rédaction de document stratégique, de programmation et d'analyse;

- Niveau de connaissance acceptable de la langue anglaise.

Critères d'évaluation :

Les candidatures seront évaluées sur base de la méthodologie technique et financier suivante avec:

Analyse cumulative :

Le contrat sera accordé au consultant dont l'offre aura été évaluée et confirmée comme:

- En adéquation avec les Termes de Référence de la mission ;
- Ayant obtenu le plus haut score à l'évaluation technique dépassant 70 %.

Pondération:

- Diplôme 10% ;
- Nombre d'années d'expérience pertinente 10% ;

- Références similaires (un minimum de 3) 20% ;

- Compréhension des TdRs et pertinence de la note méthodologique soumise 45% ;

- Planning : adéquation du calendrier de mise en œuvre de la consultation 15%.

Durée de la mission : la durée de la mission est de 4 mois.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org



Avis de recrutement

Poste : Consultant onTerminal
Évaluation internationale final de la durabilité de l'environnement au sein du PNUD en Érythrée (2013-2016)

Lieu :Asmara, ERYTHREE

Date limite de candidature :05-Sep-16 (Minuit New York, États-Unis)

Type de contrat :contrat individuel

Niveau du poste :International
Consultant

Langues requises : Anglais

Date de commencement :(date à laquelle le candidat sélectionné

doit commencer) 03 - Oct - 2016

Durée du contrat initial :27 jours ouvrables

Durée prévue de la mission :27 jours ouvrables

Historique

Conformément aux priorités nationales de développement énoncés dans les plans sectoriels, des stratégies et des politiques et guidées par les différents objectifs et engagements internationaux en particulier les Objectifs du Millénaire

pour le développement (OMD), l'Organisation des Nations Unies a élaboré le Cadre de partenariat stratégique de coopération (SPCF) 2013-2016 pour l'Érythrée.

Le SPCF 2013-2016 définit cinq domaines stratégiques de coopération, à savoir: (1) services sociaux de base; (2) le développement des capacités nationales; (3) la sécurité alimentaire et moyens d'existence durables; (4) la durabilité environnementale; (5) l'égalité des sexes et de promotion de la femme. Les cinq domaines stratégiques ont été développées en huit résultats SPCF en ligne avec les huit OMD qui forment la base

La suite à la page 13.



Jobs Campus

La suite de la page 12.

des interventions spécifiques du programme.

Découlant de SPCF, le PNUD, en partenariat étroit avec le gouvernement, et d'autres organismes des Nations Unies, a développé son programme de pays et le Plan d'action du programme de comté (CPAP) 2013-2016. Sous CPD / CPAP 2013-2016, le PNUD Erythrée travaille à la réalisation des trois SPCF domaines stratégiques et 4 résultats comme illustré ci-dessous:

Capacité nationale de développement: Résultat 4: les institutions gouvernementales sélectionnées ont la capacité de fournir efficacement des services à tous », et Résultat 5: Renforcement de la gestion des risques de catastrophe nationale et sectorielle

La sécurité alimentaire et moyens d'existence durables: Résultat 6: Les ménages pauvres et vulnérables ont amélioré l'accès et l'utilisation des aliments de qualité et des moyens de subsistance améliorés

Durabilité environnementale: Résultat 7: L'Erythrée est sur la bonne voie vers la réalisation des cibles des OMD pour la durabilité environnementale (OMD 7)

Le CPD PNUD 2013-2016 met l'accent sur le soutien au gouvernement pour accélérer les progrès dans la réalisation des OMD en renforçant les capacités dans les institutions ciblées du secteur public pour la prestation de services efficace et efficiente, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes, en veillant à la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, et renforcement de la résilience au niveau des ménages. Le programme prévoit l'intégration multi-thématique où l'impact peut être réalisé par l'établissement de liens entre les différentes interventions.

Le programme de pays est exécuté au

niveau national avec l'appropriation nationale et la participation des institutions nationales dans la mise en œuvre du programme. Ceci est le principe directeur pour le PNUD, avec d'autres modalités de mise en œuvre, telles que la mise en œuvre directe, utilisés en accord avec le gouvernement. Les principaux partenaires de développement du PNUD contribuant au programme de développement comprennent les ministères de tutelle (MoLWE, MoLG, MoA, Mome, forestières et fauniques Autorité / FWL), les organisations communautaires et les organismes des Nations Unies (FAO, HCR, UNICEF et OMS) et le FEM est impliqué en fournissant des ressources techniques et financières et à travers la coordination conjointe, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

Conformément au plan d'évaluation, le PNUD commandera une évaluation des résultats pour évaluer l'impact de l'aide au développement du PNUD au cours du 2.013 à 2.015 CPAP à l'égard de la zone de pratique de la durabilité de l'environnement -Outcome 7: « L'Erythrée est sur la bonne voie vers la réalisation des OMD objectifs de durabilité de l'environnement (OMD 7) ». L'évaluation vise également à fournir des recommandations prospectives au programme de l'environnement dans le nouveau cycle de SPCF / CPD / CPAP (2017 à 2021).

Devoirs et responsabilités

L'évaluateur effectuer les tâches suivantes:

- Examen documentaire de documents, en précisant la portée de l'évaluation, le développement de la méthodologie, plan de travail détaillé et les grandes lignes de l'évaluation; développer le rapport initial;
- Visite de terrain sur les sites du projet et des entrevues menées avec

les parties prenantes locales;

- Débriefing avec le PNUD et projet partenaire d'exécution;
- Procéder à l'évaluation des résultats en conformité avec l'objectif et la portée proposée des directives d'évaluation et d'évaluation du PNUD;
- Préparer les projets de rapports d'évaluation;
- projet de conclusions actuelles dans l'atelier des parties prenantes;

Finaliser le rapport d'évaluation et des enseignements tirés et de le soumettre au PNUD CO Erythrée.

Compétences

- Bonne capacité d'analyse et de réflexion stratégique;
 - Une connaissance approfondie des méthodes d'évaluation qualitative et quantitative;
 - Connaissance avérée des méthodes d'évaluation;
 - Une bonne connaissance des systèmes de gestion axée sur les résultats, et les méthodes de suivi et d'évaluation; y compris l'expérience dans l'application des indicateurs SMART;
 - Solide connaissance pratique de l'ONU et de sa région de mandat, et plus particulièrement le travail du PNUD en faveur de l'environnement et des initiatives de développement durable dans la région;
 - engagement envers les valeurs fondamentales de l'Organisation des Nations Unies éprouvée;
 - Excellentes compétences interpersonnelles, la communication et le travail d'équipe;
 - Capacité à respecter des délais serrés;
- Excellente expression écrite et orale

La suite à la page 14.



Jobs Campus

La suite de la page 13

capacités de présentation et en anglais.

Qualifications et expériences requises

Éducation:

•Maîtrise minimum en économie, sciences de l'environnement, l'administration publique, le développement / planification régionale, ou d'autres sciences sociales.

De l'expérience:

•Minimum 10-15 ans d'expérience professionnelle dans le développement du secteur public, y compris dans les domaines

de l'environnement et du développement durable, l'égalité des sexes et des services sociaux;

•Au moins 5 ans d'expérience dans les évaluations de premier plan du gouvernement, des politiques et des organisations humanitaires internationales, de préférence avec une expérience directe avec le renforcement des capacités de la fonction publique;

•Une bonne expérience dans les évaluations de programmes dans le domaine du développement et des réalisations éprouvées dans l'entreprise d'évaluation pour les organisations internationales, de préférence avec le PNUD.

La langue:

•Maîtrise de l'anglais.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org



Avis de recrutement

Poste : Stage en organisation des missions chirurgicales humanitaires

Description

L'association :

HumaniTerra International (HTI) est une organisation non gouvernementale spécialisée dans la chirurgie. Elle a pour objectif d'aider les pays et les populations en proie à de graves crises politiques, économiques et humanitaires, par l'amélioration de l'offre chirurgicale. Depuis sa création en 1998, plus de 800 professionnels se sont engagés pour mener à bien cette mission. Des milliers d'opérations dispensées aux populations les plus vulnérables.

Descriptif du stage :

Ce stage a pour but de permettre au stagiaire de comprendre et d'aborder l'organisation logistique et administrative d'une mission humanitaire dans le cadre chirurgical. Chaque année, notre association déploie des équipes constituées de chirurgiens, anesthésistes, infirmier(e)s de bloc et kinésithérapeutes. L'envoi d'équipes sur des terrains souvent complexes, oblige le siège à développer une organisation rigoureuse afin que les équipiers puissent être en mesure de réaliser correctement leur mission : opérer des patient(e)s. Il ne s'agit pas de gestion de projet de terrain, mais réellement d'organisation de mission pouvant s'inscrire dans un cycle

avec un début, une période intermédiaire et une fin. Le stagiaire viendra donc assister la responsable en administration et logistique du siège de HumaniTerra. Cela en coordination avec les responsables de projets.

Le/la stagiaire sera amené(e) à :

- Comprendre et assister dans le développement des outils numériques de préparation et gestion des missions : formulaire de recrutement en ligne, récupération des données, validation des profils, téléchargement et constitution des dossiers administratifs, validation des rapports de mission téléchargés
- Comprendre et assister

à la préparation et au suivi logistique des missions : livraison et répartition des kits de départ, gestion des stocks, suivi des stocks

- Comprendre et assister à la préparation et au suivi administratif edes missions : préparation des kits administratifs de mission (exemple : liste des contacts et rendez-vous, carte d'identité HumaniTerra, suivi de l'obtention des visas, validation en ligne (online) des dossiers, emails de rappel, délivrance des attestations de mission)

- Aide à la préparation et au suivi des déploiements : préparer et participer aux briefings et aux débriefings. Constitution des dossiers (briefing géopolitique, présentation du projet). Alerter sur les

La suite à la page 15.



Jobs Campus

La suite de la page 14.

problèmes rencontrés au cours de la mission, participer à la l'évaluation de la mission.

Ville : Marseille

Expériences / Formation du candidat

Ecole Bioforce, école 3 A, Master 2 Humanitaire, Développement et Coopération Internationale.

Langues parlées : Anglais indispensable.

Qualité du candidat

Polyvalent, rigoureux, peut travailler en équipe, curieux et créatif, capable de s'adapter à un environnement multiculturel.

Fonctions : Organisation, Administration

Activités : Santé

Pays : Europe, France

Contrat Stage : Durée du contrat
3 mois renouvelables

Salaire / Indemnité

Indemnités de stage.

Documents à envoyer

CV+lettre de motivation

Nom de la personne contact

Bodo Ranjana

Email de la personne contact
recrutement@humani-terra.org

Date de fin de validité 30/09/2016

Poste : FRONT-END DEVELOPER

Type d'offre : Stage

Métier(s): Informatique, NTIC

Niveau(x): BAC+2, BAC+3, BAC+4, BAC+5

Expérience:

Lieu: Abidjan

Date de publication: 01/09/2016

Date limite: 18/09/2016

- **TRANSPLUS AFRICA RECRUTE FRONT-END DEVELOPER**

Description du poste

Transplus Africa est une start-up technologique qui intervient dans le domaine de la mobilité, du transport et des services de géolocalisation.

Recherche un jeune développeur Front-End Junior qui doit :

- Avoir le sens des responsabilités
- Aimer les défis
- Avoir une forte culture geek
- Être capable d'apprendre très vite
- Être quelqu'un de passionné

What you will be doing :

- Concevoir des interfaces Web (UI Web)



Avis de recrutement

- Concevoir des interfaces Mobile (UI Mobile)
- Contribuer à des bibliothèques UI open source
- Ecriture d'articles

Skills & Requirements : compétence de Base

- Compétence Moyenne au couple HTML5/CSS3
- Compétence Moyenne en Javascript (Amateurs s'abstenir)
- Connaissance basique de Git
- Connaissance basique de Bootstrap ou Foundation
- Avoir une Base minime en PHP
- Sens du design
- Bonne compréhension de l'anglais écrit informatique
- Avoir un goût pour l'écriture

Skills & Requirements : compétence qui seraient un plus

- Connaissance en AngularJs ou ReactJs.
- Connaissance en TypeScript
- Connaissance en Node Js
- Connaissance en Grunt ou Gulp

Profil du poste

Profil : Pas d'expérience professionnelle préalable demandée

- Vous montrez de l'intérêt pour

le développement des interfaces utilisateurs et vous possédez un sens du détail et de l'ergonomie qui vous aideront à mener à bien cette tâche

- Etre autonome et vouloir s'investir dans le travail en équipe

Others :

- Poste basé à Abidjan
- Stage de 3 mois pré-emploi

Nb : Pour information votre diplôme ne compte pas, ce qui est important c'est votre capacité à écrire du code lisible, compréhensible, maintenable et évolutif. Les geeks du code sont les bienvenus.

Dossiers de candidature

Pas de lettre de motivation requise, envoyez tout simplement à careerstpa@gmail.com :

- Votre CV
- Un article que vous écrirez, dans lequel vous partagez votre expérience d'une technologie (Framework, langage informatique, etc.) que vous aimez.
- Et si possible un lien vers les réalisations/projets personnels que vous-avez eu à faire.



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

Ministère de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)

Unité Universitaire à Bobo-Dioulasso (UUB)

Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK)



OFFRES DE FORMATIONS



1. Filières techniques professionnelles :

- ▶ Génie Civil, Option Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- ▶ Génie Electrique et Informatique Industrielle, Options Réseaux Electriques et Energies Renouvelables (REER), Réseaux Informatiques et Télécommunications (RIT) ;
- ▶ Génie Hydraulique Rural, Option Systèmes Irrigués (SI)

Niveau d'entrée :

- Bac C-D-E-F2-F3-F4 et Bac Pro (1ère année)
- DUT – BTS ou équivalent (année de Licence) ;

2. Filières commerciales :

- Finance/Comptabilité ;
- Marketing et Gestion Commerciale

Niveau d'entrée : Bac A - C-D-E-G1-G2 + Bac Pro

Diplômes délivrés : DUT et Licence Professionnelle

Ces filières sont également ouvertes aux professionnels. En cas de besoin, prendre attache avec la direction des études :

71 69 30 15 / 78 85 44 03/71282980/78968170

Inscriptions pour toutes les classes de la 1ère à la 3ème année de licence : à partir du 1er juillet 2016 de 8 h à 12 h et de 15 h à 17 h. Secrétariat ouvert du lundi au vendredi

Date limite de dépôt des dossiers : 30 septembre 2016

Si option Internat : 72 chambres individuelles et de 48 chambres doubles.

Programme de la rentrée :

- Jeudi 29 septembre 2016 : rentrée des internes
- Vendredi 30 septembre – samedi 1er octobre 2016 : session de rentrée pour tous
- Lundi 03 Octobre 2016 : Début des cours

Contacts pour tout renseignement :

24 45 22 22/24 45 23 23/70 42 81 29/78 44 27 29/61 84 69 09/78 85 44 03

e-mails : gregbalma81@gmail.com ; majojya@gmail.com ; loyaraviniyves@gmail.com

Site web ESPK: www.espkaya.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

27 08 2016 AU 03 09 2016 Groupe 1

AVENIR	22625361338	NOUVELLE	22625306133
BAOWENDSOM	22625414499	PANACEA	22625366688
BEATITUDES	22625374711	PELEGA	22625350501
BENAIA	22625372830	RAJIB TIGA	22625407588
CAMILLE	22625366127	RIVAGE	22625341939
CARREFOUR	22625332310	SAINT BERNARD	22625451482
CENTRE	22625311660	SAINT JEAN	22625370033
DESA	22625475050	SILMISSIN	22625372013
ELITE	22625419177	SILOE	22625315068
GOULMOU	22625436305	SONG TAABA	22625366462
INDEPENDANCE	22625312717	ST FRANCOIS D'ASSIZE	22625368585
JOBER	22625455175	TRYPANO	22625332941
KABORE DOMINIQUE	22625384884	WEND LA LAafi	22625431213
KENEYA	22625307138	WEND LAMITA	22625341587
KOSSODO	22625356304	YATHRIB	22625402388
LIBERTE	22625307452	LE ROCHER	
MAGNIFICAT	22625412990		
MARE	22625341128		
MONDEROU	22625340528		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44/ 45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélvendé Hervé Roamba

- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigrane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Poüda

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjoman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1ère année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnel, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1er septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie: Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



COLLEGE HORIZON INTERNATIONAL

COLLEGE HORIZON INTERNATIONAL



PRESENTATION GENERALE

Le Collège Horizon International est un complexe scolaire d'enseignement général. Au primaire et au secondaire, un accent particulier est mis sur l'enseignement de l'anglais.

Des **salles de classes climatisées**

Un **déjeuner offert à midi** (maternelle et secondaire)

Des **cours supplémentaires pour les candidats** aux (CEP – BEPC – BAC) Après l'obtention du BAC le service d'orientation facilite l'accès aux universités internationales : Canada, USA, Turquie, Angleterre, France etc.



INTERNAT GARÇONS ET INTERNAT FILLES

Des **chambres climatisées**, des lits confortables
Un suivi régulier du travail individuel

ECOLE PRIMAIRE : de 7h30 à 13h30
Deux enseignants dans chaque classe
Un goûter consistant à 10h30

COMPLEXE SCOLAIRE HORIZON INTERNATIONAL

RESULTATS BAC D 2016 : 100%

8 MENTIONS TRES BIEN

SECTION FILLES BAC D: 100%

SECTION GARÇONS BAC D : 100%

INTERNAT BAC 100%

INTERNAT BEPC 100%

BEPC 2016 : 92% RIGUEUR-TRAVAIL-EXCELLENCE



ECOLE MATERNELLE : de 7h00 à 17h00

Une hors section, à partir de 2 ans.

Des **salles climatisées** (classe, jeux, repos)

Trois (03) repas quotidiens

(goûter consistant à 10h ; déjeuner à 12h ; goûter léger à 16h).

Classe spéciale : CP UNIQUE

Deux monitrices dans chaque classe



Adresse : 01 BP 1193 OUAGADOUGOU 01 –
OUAGA 2000 (Derrière L'ambassade des Etats-Unis)

Contacts : 78 04 12 99 / 79 60 49 94 / 70 38 80 41 /
25 45 72 72 / 25 35 68 68 / 78 04 12 99

Facebook: CollegeHorizon FillesOuaga
CollegeHorizon MaternelleOuaga



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRSI/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises (M2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises a pour objectif de :

- Favoriser l'acquisition et l'approfondissement des bases fondamentales du droit des affaires et l'acquisition des méthodes de travail et d'un savoir faire technique qui soit de nature à permettre au futur juriste professionnel (avocat ou juriste d'entreprise) d'assurer lui-même l'actualisation et l'évolution de ses connaissances tout au long de sa vie professionnelle.
- Adapter les méthodes pédagogiques à chaque spécialité, centrées sur les méthodes de rédaction et d'argumentation (rédaction de clauses contractuelles, notes de synthèse, consultations juridiques, plaidoiries), la maîtrise des différents types de contentieux, la recherche documentaire.

- Préparer aux métiers de juriste d'entreprise ou de conseil en droit des affaires, avec une ambition : «améliorer la performance juridique de l'entreprise».

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir.

Les enseignements sont assurés par des professeurs de rang magistral ou des spécialistes réputés, avec leurs assistants, et provenant aussi bien des universités que des milieux professionnels.

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprise est un diplôme juridique. L'étudiant doit être titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Ouaga II, de toute autre université, ou d'un titre jugé équivalent.

Une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une entreprise publique ou privée serait un atout.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

- Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
- 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
- 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature

adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif du rapport envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des rapports : 30 octobre 2017
- Soutenance des rapports : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**

**Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Master 2 «Droit et Politiques de l'environnement »

Master international de l'Université Senghor (Egypte) et de l'Université OUAGA II (Burkina Faso)

Le Président de l'Université OUAGA II et le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie informent le public du recrutement de la troisième promotion d'étudiants du Master 2 « Droit et Politiques de l'Environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce master 2, organisé en partenariat et en codiplomation par les deux universités, se veut pratique, opérationnel et vise à former des praticiens de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre des politiques et des législations en matière d'environnement dans les pays africains.

Le programme est réservé aux titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de master en droit ou science politique délivré par une institution reconnue (Etat, CAMES...).

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formations initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

• **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

• **Début de cours : 11 janvier 2017**

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les ressortissants hors zone UEMOA, le 15 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

IUFIC : (00226) 25 40 94 04

Renseignement : iufic@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : ital@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Rectorat

Tel (203) 48 43 504 ou 48 43 374

Fax : (203) 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org

Direction de la Décentralisation, des Campus Senghor et des Partenariats

jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de 2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016-000678-MESRSI/SG/CIOSPB/DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 3e cycle en Afrique

Objet : informations relatives aux bourses
nationales de 3e cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 3e Cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis à l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/MESSRS/MEF/MF-PRE/MJE du 30decembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement.

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 3e cycle sont attribuées, dans les limites du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'une maîtrise ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant de l'ancien système ou d'un master il de recherche ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants s relevant du système LMD ;
- Avoir 28 ans au plus

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et ne correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraiment pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbre a 200F CFA timbre fiscal adressée à Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation.
- Un extrait d'acte de naissance ;
- Un certificat de nationalité burkinabè ;

- Les copies légalisées des diplômes (ou attestations des diplômes) de la maîtrise ou du master II ou son équivalent ;
- Les relevés de notes des deux dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Un thème et un protocole de recherche bien définis de deux (02) Pages minimum à cinq (05) cinq pages maximum ;
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de recommandation pour les postulants ayant effectué leurs études de 1er ou de 2nd cycle en dehors du Burkina Faso ;
- Une lettre de motivation ;

Les candidats titulaires d'un master professionnel, d'un DESS ou d'un diplôme d'ingénieur de conception ne sont pas éligibles à la bourse nationale de 3e cycle.

Il est de rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la complétion que les candidats remplissant les conditions et disposant de la maîtrise ou du master II de recherche ou son équivalent au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES).

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016

**P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA**



Annonces

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03